

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Ght_PRES_2025-165_MAPA_Assurances DO Et TRC Pour
Les Travaux De Restructuration Des Urgences Hdq Gier**

La présente consultation est passée selon :

-la procédure adaptée issue des articles L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1</u> - OBJET DE LA CONSULTATION	3
<u>ARTICLE 2</u> - DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
<u>ARTICLE 3</u> - PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ	3
<u>ARTICLE 4</u> – REPRESENTATION DES PARTIES	3
<u>ARTICLE 5</u> – PIECES CONTRACTUELLES	4
<u>ARTICLE 6</u> - PRIMES D'ASSURANCES	5
<u>ARTICLE 7</u> - PRIX	6
<u>ARTICLE 8</u> - RÉGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	6
<u>ARTICLE 9</u> - PROLONGATION DE LA DUREE	8
<u>ARTICLE 10</u> - INTERVENANTS	8
<u>ARTICLE 11</u> - DISPOSITIONS APPLICABLE EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	8
<u>ARTICLE 12</u> - CONDITIONS D'EXCUTION DU MARCHÉ	8
<u>ARTICLE 13</u> - RÉSILIATION DU MARCHÉ	8
<u>ARTICLE 14</u> - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
<u>ARTICLE 15</u> - CONFIDENTIALITÉ	9
<u>ARTICLE 16</u> - PROTECTION DES DONNÉES ET MESURES DE SECURITE	9
<u>ARTICLE 17</u> - RÉGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	9
<u>ARTICLE 18</u> - DÉROGATIONS AU C.C.A.G. / F.C.S.	9

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE- Etablissement support du GHT LOIRE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse :

Direction des Achat et du Patrimoine
Hôpital Bellevue
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la souscription et l'exécution de contrats d'assurances répartis en DEUX lots distincts au profit du [Centre Hospitalier du Gier](#) dans le cadre de **la réalisation d'une Extension et d'une Restructuration partielle du rez-de-chaussée de l'Hôpital.**

Projet : PC 042 207 24 00044 Délivré le : 26/02/2025 – Saint-Etienne

Extension et Restructuration partielle du rez-de-chaussée de l'Hôpital

La nature et l'étendue des besoins sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques particulières.

ARTICLE 2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent marché est réparti en **deux lots distincts**. Il est alloté de la façon suivante :

Lot N° 1 : Assurance Dommages Ouvrage - Prise d'effet à réception des ouvrages.

Lot N° 2 : Assurance Tous Risques Chantier – Prise d'effet à la notification.

Nomenclature Européenne

Classification principale	Classification complémentaire
Services d'assurances (66510000-8)	Lot N° 1 : Dommages Ouvrage – C.C.R.D. (66515000-3) Lot N° 2 : Tous Risques Chantier (66513200-1)

Les candidats sont informés qu'ils peuvent répondre à un ou plusieurs lots ou la totalité des lots.

ARTICLE 3 - PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS :

Concernant le lot n°1 Dommages Ouvrage (DO), le contrat prendra effet à compter du jour de la date de réception du ou des ouvrages. Il cesse dans tous ses effets au terme d'une durée de 10 ans (à compter de la date de réception du ou des ouvrages) SAUF en cas de survenance d'un sinistre de nature Décennale garanti, à la clôture du dernier sinistre né pendant la période décennale mais clos postérieurement.

Concernant le lot n°2 Tous Risques Chantier la garantie prend effet à compter de la date de notification du marché. Il cesse dans tous ses effets à compter de la date de réception du ou des ouvrages.

ARTICLE 4 – REPRESENTATION DES PARTIES

4-1 L'Acheteur

Le Pouvoir Adjudicateur

4-2 Le Titulaire du marché

Le Titulaire du Marché est l'opérateur économique (organisme d'assurance agréé pour couvrir les risques concernés : compagnie d'assurance, mutuelles et institutions de prévoyance qui porte et

provisionne le risque technique) qui conclut le marché avec l'Acheteur, que celui-ci soit constitué d'une entreprise seule ou sous forme d'un groupement d'entreprises.

Il est désigné dans le présent Marché par le terme « Titulaire » du Marché. En cas de groupement, ce nom représente indifféremment le mandataire et/ou chacun de ses co-traitants.

COASSURANCE - GROUPEMENTS CONJOINTS

Les couvertures collectives peuvent être proposées à l'Acheteur par des groupements conjoints et ce en application des dispositions du Code de la Commande Publique.

A ce titre, l'apérateur désigné à l'acte d'engagement représentera l'ensemble des co-assureurs prestataires et membres du groupement vis à vis de l'Acheteur.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

Par ailleurs, les groupements conjoints n'engagent chacun de leur participant qu'à concurrence de leur pourcentage de participation en coassurance.

COASSURANCE INCOMPLETE EN COURS DE MARCHE

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement venait à se retirer de la coassurance, le pouvoir adjudicateur du marché pourra accepter, par voie d'avenant, le remplacement du Co assureur partant par un autre membre du groupement et ce sous réserves que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées. Dans le cas contraire elle pourra procéder à la résiliation du marché.

SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché public, avant la date limite de remise des offres ou en cours d'exécution, à condition d'avoir obtenu l'accord préalable du Maître d'Ouvrage, c'est-à-dire l'agrément du sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement. A ce titre, le Titulaire s'engage, pour celles des prestations qu'il souhaite sous-traiter postérieurement à la notification du marché public, à présenter sans délai au Maître d'Ouvrage le ou les sous-traitants avec lesquels il souhaite travailler, dans les conditions fixées aux articles L 2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'un sous-traitant du Titulaire doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la présentation dudit sous-traitant, d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct de ce sous-traitant. Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant, qualifié de sous-traitant « indirect » ou « de second rang », l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Toute modification à apporter aux pièces contractuelles devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

4-3 Réalisation de prestations similaires

L'établissement se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

5-1 Pièces Particulières

1. L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original est

conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et qui seul fait foi en cas de litige,

3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), valant Cahier des Charges d'Assurance dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et qui seul fait foi en cas de litige.
4. Les Conditions Générales et Particulières de l'Assureur porteur des risques complètent mais ne s'opposent pas au C.C.T.P. En cas de contradiction entre les clauses du CCTP et les CG ou CP, seule la clause la plus favorable à l'assuré trouvera à s'appliquer.
5. Le mémoire technique détaillant tous les engagements proposés par le Candidat pour satisfaire aux exigences de l'exécution du présent marché.
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services du 30/03/2021
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.
8. Le contrat RGPD
9. Toute autre pièce remise au titre de la consultation

Les conditions générales de police d'assurance, remise par l'assureur à l'appui de son offre et jointes au présent marché sont communiquées à titre d'information et n'ont pas de caractère de pièce contractuelle. Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement de l'assureur.

Elles sont confirmées par l'établissement d'une note de couverture établie conformément aux termes du contrat ainsi défini et d'un contrat d'assurance régi par le Code des assurances signé des deux parties (titulaire et le Maître d'Ouvrage), étant précisé que les dispositions du Code des assurances seront applicables au marché, en tant qu'elles ne dérogent pas aux pièces particulières énumérées ci-dessus aux règles de la comptabilité publique, et aux dispositions du code de la commande publique garantissant le respect des règles de publicité et de mise en concurrence.

Toute modification à apporter aux pièces contractuelles devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

5-2 Pièces générales

- * Le Code des Assurances,
- * Le Code de la Construction,
- * Le Code de la Commande Publique
- * Le CCAG FCS du 30 mars 2021
- * L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.

Les pièces générales (CCAG-FCS), non jointes au présent marché, sont réputées connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel. Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de publication du marché.

Clause de préférence :

Le cahier des clauses techniques particulières, le cahier des clauses administratives particulières s'interpréteront toujours en faveur des Assurés quelles que soient les clauses ou conditions contraires ou moins favorables aux Assurés qui pourraient figurer dans d'autres documents rédigés par l'Assureur et dont la liste exhaustive sera référencée à l'annexe de l'Acte d'Engagement sauf les exclusions stipulées par ailleurs ainsi que les éventuelles réserves de l'assureur et précisées exhaustivement en annexe à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 6 - PRIMES D'ASSURANCES

La prime d'assurance (pour chaque lot) telle que définie dans l'acte d'engagement est calculée suivant les dispositions définies ci-dessous.

Le taux de prime est FERME et DEFINITIF (**sous réserve que le risque initial et le montant des travaux et honoraires ne soient pas sensiblement modifiés**). Si nécessaire, l'assiette de prime pourra être adaptée au coût définitif des travaux et une mise au point du marché sera alors effectuée.

ARTICLE 7 - PRIX

Le règlement des sommes dues au Titulaire se fera en deux phases comme indiqué ci-après :

7-1 Prime provisionnelle

Avec la note de couverture et au plus tard au démarrage des travaux, l'assureur émettra pour chaque assurance souscrite une prime provisionnelle calculée dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

7-2 Prime de régularisation définitive

Le Maître d'Ouvrage, ou son représentant légal le cas échéant, s'engage en fin de chantier et en tout état de cause à la plus tardive de ces deux dates :

- A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement,
- 30 jours après la remise de l'ensemble des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux, de Maîtrise d'œuvre, de BET et de Contrôle Technique ;

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération tel qu'il résulte, après notamment application des clauses de variation des prix propres à chaque marché de travaux et honoraires de l'ensemble des Décomptes Généraux et Définitifs.

La prime globale définitive sera calculée par application du taux proposé par l'assureur à ce montant final de l'opération dans les conditions définies à l'acte d'engagement.

La prime de régularisation résultera de la différence entre la prime globale définitive et la prime provisionnelle initialement appelée par l'Assureur.

L'Assureur adressera sa prime définitive établie comme suit :

$P_p = (M_d \times t)$ Montant de la prime provisionnelle totale ou partielle émise conformément à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

P_{rd} = Prime de régularisation définitive

M_d = Montant définitif des travaux + Honoraires MOE, BET, CT, géotechnicien, TTC

t = Taux global en % applicable pour chaque garantie.

ARTICLE 8 - RÉGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8-1 Avance

Compte tenu du caractère particulier des prestations d'assurances, les primes d'assurances sont payables d'avance et ne font pas l'objet « d'avance » au sens du Code de la Commande Publique.

8-2 Présentation de la prime

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, **l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Le dépôt d'une facture électronique sur **CHORUS PRO** ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises. Ainsi, outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire du marché en paiement direct devront comporter les mentions suivantes :

- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- ✓ Le code d'identification du service en charge du paiement
- ✓ La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- ✓ La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;

- ✓ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- ✓ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxes (si taxes distinctes), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ✓ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- ✓ Elle comporte également : Le numéro de SIRET de l'Etablissement destinataire.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement **sur le portail de facturation Chorus Pro**.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les éléments permettant de déposer les factures sur CHORUS PRO sont les suivants :

- Numéro de SIRET : **264 203 969 0037**
- Code Service :
 - S'il y a un bon de commande : AchatsSBD, *la facture sera déposée sur le code service qui vous sera communiqué*
 - En l'absence de bon de commande : AchatsSBD
- N° d'engagement : **N° de marché indiqué sur l'acte d'engagement.**

8-3 Délai de règlement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché **par les Etablissements Publics de Santé** seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément à l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique. Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- ✓ Modification de la raison sociale
- ✓ Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- ✓ Erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

8-4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire du groupement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les dispositions de l'article **12.1.3 du C.C.A.G./FCS**.

8-5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 - PROLONGATION DE LA DUREE

En cas de dépassement de la durée des travaux, **les trois premiers mois de prolongation de garanties sont accordés sans surprime**. A partir du quatrième mois de prolongation, la prime sera calculée au prorata temporis. Au-delà du quatrième mois, la prolongation fera l'objet d'un avenant de prime en fonction d'un **accord préalable entre les parties**.

ARTICLE 10 - INTERVENANTS

Les Assureurs et les Intermédiaires d'assurance (le cas échéant), s'engagent à exécuter les prestations demandées sans réserve dans les conditions définies dans les différentes pièces contractuelles du marché.

Toute modification à apporter aux pièces contractuelles devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLE EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché. En cas de litige, le Tribunal Administratif de **PAU** est seul compétent. Tous rapports, toutes documentations, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en langue française. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXCUTION DU MARCHÉ

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les spécifications techniques applicables et les montants des garanties étant celles en vigueur à la date d'émission du contrat).

Adresses d'exécution

Centre Hospitalier du Gier
19 Rue Victor-Hugo
42400 Saint-Chamond

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS, la résiliation du marché pourra être prononcée :

A l'initiative du Pouvoir Adjudicateur :

- En cas d'abandon définitif du projet par le Maître d'Ouvrage quel qu'en soit le motif.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux **articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3** du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux **articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail** conformément à l'**article R. 2143-8** du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

A l'initiative du Titulaire :

- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des risques du contrat ou dans les éléments de calcul permettant la fixation de la cotisation lorsque la mauvaise foi est établie. (Article L. 113.9 du Code des Assurances).
- Par dérogation à l'article R.113-10 du Code des Assurances, l'Assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer de ce seul fait son droit à résiliation

ARTICLE 14 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'administrateur Judiciaire ou le liquidateur judiciaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de

l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'Article 5.1. du CCAG/FCS. Le titulaire doit donc informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire du marché s'engage et engage l'ensemble de son personnel à ne divulguer, sans autorisation préalable, toute information ou tout document confidentiel provenant du marché.

A défaut, le Maître d'Ouvrage pourra prétendre, dans la limite des préjudices subis, à indemnisation devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNÉES ET MESURES DE SECURITE

Conformément aux **articles 5.2 et 5.3 du CCAG/FCS**, le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et la sécurité des données personnelles comme stipulé par le règlement Européen n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) applicable au 25 mai 2018, transposé dans la législation française avec l'adoption de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que la loi n°2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 17 - RÉGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Conformément à l'**article 46 du CCAG/FCS**, le Pouvoir Adjudicateur, Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de **LYON** est compétent en la matière.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G. / F.C.S.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 13 du présent CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS